SSP
HAUTES ÉCOLES
LETTRE D'INFORMATION DU SYNDICAT DES SERVICES PUBLICS

CONTRE L'AUSTÉRITÉ MOBILISATION !

№28 SEPTEMBRE 2025

L'avenir des Hautes Écoles s'annonçait déjà sombre en raison du programme d'austérité de la Confédération et des pertes de revenus cantonaux impliqués par les baisses fiscales déjà décidées par le Conseil d'État et le Grand Conseil vaudois, ainsi que par la menace de l'initiative 12% dont la date de vote n'est pas encore arrêtée. Il s'est encore assombri par les "mesures d'assainissement" annoncées par le Conseil d'État suite à la publication des comptes 2024.

La seule manière d'éviter un lent démantèlement des Hautes Écoles est d'organiser la mobilisation contre ces offensives multiformes.

AUSTÉRITÉ FÉDÉRALE

Pour rappel, le plan d'austérité présenté par le Conseil fédéral, baptisé "Programme d'allègement budgétaire 2027", prévoit 431 millions d'économies dans le domaine de la formation, de la recherche et de l'innovation. Les universités, écoles polytechniques et hautes écoles spécialisées (HES) sont particulièrement touchées. Ces mesures s'ajouteraient aux restrictions financières adoptées l'automne dernier par les Chambres fédérales.

La recherche serait drastiquement affectée, par une réduction de 10% de la subvention au Fonds national suisse (FNS). Cela représente 700 projets de recherche qui ne seraient pas financés et la suppression d'environ 2000 postes de chercheuses et chercheurs dans les hautes écoles cantonales.

La suppression des soutiens financiers connus sous les termes de "contributions liées à des projets" signifierait l'interruption des programmes qui concernent notamment l'égalité, l'inclusion, la durabilité, l'accessibilité de la science. Autant d'enjeux qui ont une importance sociale évidente! Cette suppression réduirait également à néant les résultats obtenus en faveur de la stabilisation des postes du corps intermédiaire, à la suite des mobilisations initiées par la pétition "Pour la création d'emplois permanents dans le monde académique".

Les personnes en formation sont également attaquées. Il est prévu de réaliser une économie de 200 millions de francs par an sur leur dos, au moyen d'un doublement de la taxe d'études pour les étudiant·es "indigènes" et d'un quadruplement pour les étudiant·es "étrangers·ères". Ce désengagement financier rendrait l'accès à l'enseignement supérieur encore plus inégalitaire qu'il ne l'est déjà. Et la généralisation de montants distincts en fonction du statut des étudiant·es ne ferait que renforcer les discriminations, la xénophobie et le racisme.

Dans le rapport du Conseil fédéral, l'élévation des taxes d'études est intitulée "renforcement du financement par les utilisateurs·trices". Une appellation qui montre bien la volonté de ne plus considérer les hautes écoles comme des services publics, mais comme des entreprises financées par leurs "client·es". Nous défendons au contraire un financement public de tout le secteur de la formation et une abolition complète des taxes d'études. (suite en page 3)

ssp vaud

Rupture des collaborations de l'Unil avec l'UHJI

MIEUX VAUT TARD QUE JAMAIS...

L' Unil a rompu avec l'Université hébraïque de Jérusalem – une reconnaissance bienvenue, mais tardive des revendications portées par le collectif Camp Unil Palestine et le SSP

Le lundi 12 juin 2025, une semaine après l'Université de Genève, l'Université de Lausanne a annoncé la fin de ses deux accords avec l'Université hébraïque de Jérusalem (HUJI). Le recteur de l'époque, M. Frédéric Herman, a communiqué à la RTS les raisons ayant mené à cette rupture: "Le respect du droit international, un engagement citoyen de l'UNIL, défini par sa charte, et une diligence raisonnable en matière d'assistance face à des violations graves de droits humains."

Il importe de saluer cette décision, même s'il est regrettable que la direction ait tant tardé à la prendre. Pour rappel, les premières mobilisations étudiantes à cet égard ont eu lieu au printemps 2024 – on pense à l'occupation du bâtiment Géopolis, initiée par le collectif Camp_unil_pal, qui réclamait la suspension des accords avec les universités israéliennes en raison de leur implication dans des violations des droits humains. Ce n'est que fin janvier 2025 que l'UNIL a publié un rapport éthique sur les collaborations externes. Puis jusqu'à l'annonce de la cessation des accords, presque cinq mois se sont encore écoulés alors qu'un génocide se déroulait à Gaza et que la colonisation de terres palestiniennes s'accentuait en Cisjordanie. Il faut également rappeler que c'est juste au moment où elle publiait son rapport sur l'éthique des collaborations que l'UNIL mettait fin de manière arbitraire au contrat de l'un de ses employé·es les plus engagé·es dans la mobilisation en faveur de la suspension des accords, le professeur invité Joseph Daher. La légitimité de cette revendication étant désormais totalement reconnue par l'UNIL, il est temps que celle-ci répare l'injustice qu'elle a commise à l'encontre de Joseph Daher.

Le débat ne s'arrête cependant pas au-delà des frontières uniliennes, car les universités israéliennes continuent de recevoir des financements massifs du programme Horizon de l'Union européenne. Entre 2021 et 2024, chercheur·euses et entreprises israélien·nes ont bénéficié de plus de 1.1 milliards d'euros via Horizon Europe[1], un fait choquant lorsque l'on sait que les universités sont impliquées dans la guerre, l'occupation et la colonisation[2], et que des entreprises actives dans le domaine militaire figurent parmi les firmes subventionnées par Horizon Europe.[3] La suspension voire l'exclusion de ces financements s'impose pour sanctionner les multiples violations du droit international public commises par l'État israélien (notamment, crimes de guerre, crimes contre l'humanité, génocide, apartheid, occupation et colonisation).

L'exemple de l'UNIL montre que l'on peut agir avec intégrité; l'Union européenne, elle doit cesser de se rendre complice des crimes commis à l'encontre des Palestinien·nes.

1. https://innovationisrael.org.il/en/press_release/1-1-billion-to-israel-from-horizon-europe-in-2021-24/
2. Wind, Maya (2024). Towers of ivory and steel: How Israeli universities deny Palestinian freedom. Verso books.
3. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_25_1921

Petit lexique managérial #12

YOGA

Yoga : Semble être le principal "outil de gestion du stress" dans nos institutions publiques d'enseignement et de recherche.

Peut-être plus encore que dans le secteur privé, quand le management veut manifester sa "bienveillance" et son souci du "bien-être" des salarié·es, il est de bon ton de faire intervenir des prestataires externes pendant la pause méridienne pour "prendre soin" des gens et leur apprendre à "faire attention à eux", et à se "recentrer". Ces interventions prennent souvent la forme de cours de yoga, parfois de massages assis ou cours d'automassage.

Quoi que l'on pense de la pratique du yoga à titre individuel et des bénéfices que l'on peut en retirer, on peut s'interroger sur ces stratégies managériales qui visent non pas à réduire ou prévenir le stress au travail, mais à le "gérer", autrement dit l'accepter et faire avec.

À L'APPEL DE LA FSF, DU SSP ET DE SUD

TOU·TE·S EN LUTTE CONTRE LE PROGRAMME D'AUSTÉRITÉ DU CONSEIL D'ETAT

MANIFESTATION

JEUDI 2 OCTOBRE 18H - LAUSANNE - MONTBENON

MOBILISATION CONTRE L'AUSTÉRITÉ !

LE CANTON COUPE AUSSI

Le Conseil d'État vaudois a annoncé des mesures d'"assainissement" lors de la présentation des comptes 2024, en invoquant un déficit de 369 millions de francs.

Ces mesures s'élèvent à près d'un demi-milliard à l'horizon 2026.

Les premières mesures prises pour 2025 (79 millions) ont des conséquences déjà bien palpables : gel de la revalorisation salariale du personnel de la santé parapublique, suppression du soutien financier à l'accueil de jour des enfants atteints d'un handicap, coupes dans les soins palliatifs et hôpitaux régionaux, suppression et limitation de certains services de nettoyage dans les écoles du postobligatoire, suppressions de postes pendants pour le personnel de nettoyage externalisé, ...

Pourtant, ces coupes ne sont que les prémices du plan d'austérité annoncé pour 2026, estimé à 300 à 400 millions de francs par le Conseil d'État.

Nous savons déjà que les services de santé sont gravement menacés, suite aux annonces concernant les hôpitaux régionaux (plus de 20 millions de francs de coupes) dont certains devraient réduire leur budget de 30% ! Cela menace l'existence même de certains établissements ! Le CHUV, sous pression financière constante depuis trois ans, va encore subir de nouvelles coupes si la mobilisation du personnel ne change pas la donne.

Quant à l'Unil la baisse de subventions cantonales de 7% communiquée cet été - ajoutée aux coupes fédérales - représente un véritable coup de massue infligée à la recherche et aux enseignements.

Dans le secteur de l'enfance, le Conseil d'État prévoit également de diminuer le financement de la FAJE (la Fondation pour l'accueil de jour de l'enfance) de 10 millions par an en 2026 et 10 millions en 2027, remettant en question le financement d'un secteur essentiel à la population et dont le coût se répercutera inévitablement.

Pour éviter cette issue catastrophique, le SSP exige du Conseil d'État :

- De renoncer aux coupes en cours (exercice 2025) et à venir (budget 2026).
- De lancer un plan de financement des services publics basé sur les besoins de la population pour la santé, le social, l'enseignement, etc.
- De tenir les engagements pris auprès de ses employé·es en matière de revalorisation de la profession tant dans les services publics que dans les secteurs parapublics.
- D'ouvrir des négociations sur nos revendications féministes, déposées depuis plusieurs années auprès du Conseil d'État et restées sans réponse à ce jour.
- De cesser sa politique de défiscalisation des plus hauts revenus et des grandes fortunes.
- De mettre en place un dispositif pour récupérer les centaines de millions de francs donnés illégalement aux grandes fortunes du canton (non-application des règles légales, ce qui a fait perdre entre 500 millions et un milliard de francs au bénéfice des plus grandes fortunes, soit env. 3000 contribuables).

Nous demandons aussi la suppression du frein à l'endettement, qui limite arbitrairement les dépenses publiques nécessaires au fonctionnement du service public.

CONSTRUIRE L'OPPOSITION, SE MOBILISER

Concernant les coupes au niveau fédéral, tous les acteurs du domaine de la formation, de la recherche et de l'innovation sont opposés aux projets du Conseil fédéral. De même la faîtière nationale des associations du corps intermédiaire, actionuni, et celles des étudiant·es, l'UNES, sont également mobilisées et disposées à participer à des batailles communes. De nombreuses hautes écoles ont décidé de se mobiliser. Une résolution commune a été validée et transmise au Conseil fédéral pour signaler une large opposition

À l'Unil, plusieurs actions sont prévues durant le mois de septembre (voir l'agenda en dernière page) et la mobilisation nationale connaîtra un premier temps fort le mercredi 1er octobre, avec une journée de mobilisation nationale appelée par l'UNES (avec action symbolique et médiatique à Berne).

Pour ce qui est du plan d'austérité cantonal, les trois syndicats représentant les employé·es des services publics et parapublics (FSF, SSP et SUD) appellent à une manifestation le jeudi 2 octobre à 18h à Lausanne (départ de Montbenon).

Le SSP propose également plusieurs moments de discussion et formations sur cette question (voir agenda en dernière page).

Nous n'avons pas d'autre issue que celle de lutter contre cette politique qui choisit de s'attaquer au bien commun ainsi qu'à celles et ceux qui, chaque jour, travaillent pour garantir à la population des soins, une formation, la sécurité ou les services dont elle a besoin. Cette lutte, nous devons la mener collectivement sur nos lieux de travail et dans la rue.

Nous avons créé une page spéciale pour cette campagne (voir le lien sur la dernière page) et une pétition est en ligne contre les coupes à l'Unil (voir lien en dernière page).

Nous vous encourageons à organiser des assemblées d'informations et des mobilisations sur votre lieu de travail (le SSP est à disposition pour vous soutenir, organiser ces réunions, n'hésitez pas à nous contacter). Un modèle de résolution unitaire est à disposition sur notre site. Vous pouvez vous en servir pour l'approuver lors d'une assemblée sur votre lieu de travail.

Nous pouvons également mettre du matériel à disposition (autocollant, badges), que nous encourageons à distribuer largement pour visibiliser la lutte.

Vous trouverez notre agenda de mobilisation en page 4.

AGENDA DE MOBILISATION

• LUNDI 15.09 | 19H30 | MAISON DU PEUPLE, LAUSANNE, SALLE ROSA LUXEMBOURG
Séance d'information et discussion sur le programme d'austérité cantonal. Ouverte à toutes et tous les membres du SSP Vaud et préparation à la mobilisation pour la manifestation du 2 octobre.

• MARDI 23.09 | 18H00 | ANTHROPOLE, SALLE 2064 (CAMPUS UNIL)
Assemblée pour organiser la suite du mouvement unitaire contre la hausse des taxes d'études et les coupes dans la recherche. Point d'information et discussion sur les mobilisations à venir.

• VENDREDI 26.09 | 17H00 | MAISON DU PEUPLE, SALLE MARIELLE FRANCO
Conférence organisée par actionuni, ACIDUL et le SSP sur la précarité des chercheur·eusexs avec Thomas Porcher, économiste et auteur, Laure Piguet, coprésidente d'actionuni et Philipp Walch, président d'ACIDUL.

• LUNDI 29.09 | 17H00 - 18H00 | GÉOPOLIS, SALLE 2207 (CAMPUS UNIL)
Séance de la Section étudiante du SSP, ouverte aux personnes intéressées à rejoindre le syndicat.

• LUNDI 29.09 | 18H15 | GÉOPOLIS, SALLE 2129 (CAMPUS UNIL)
Discussions "Pour un salaire étudiant" à partir de textes sur les luttes étudiantes contre la hausse des taxes et sur le travail gratuit. Organisé par le collectif Grève féministe Unil/EPFL.

• MARDI 30.09 | 12H00 | HESAV | BEAUMONT
Assemblée d'Information et de mobilisation contre les coupes budgétaires.

• MARDI 30.09 | 18H30 | GÉOPOLIS, SALLE 2129 (CAMPUS UNIL)
Table ronde "Lutter contre la précarité alimentaire dans nos universités", sur leurs perspectives et expériences militantes pour un accès à une alimentation saine pour touxtes. Organisé par On a les crocs, le Récupol', Les amiexs de Bassenges, la NoCAP.

• MERCREDI 1.10 | 12H00 | DEVANT LE BÂTIMENT AMPHIMAX (CAMPUS UNIL)
Rassemblement unitaire, discours et stand.

• MERCREDI 1.10 | 17H00 | PLACE FÉDÉRALE À BERNE
Action nationale contre la hausse des taxes d'études à Berne. Mobilisation de l'UNES et ses partenaires.
Départ collectif depuis Lausanne avec le train de 15h17 voie 1.

• MERCREDI 1.10 | 18H30 | AMPHIMAX, SALLE 351 (CAMPUS UNIL)
Conférence "Universités : des inégalités d'accès aux financements menacés" avec Sabine Süsstrunk, présidente du Conseil suisse de la science (CSS). et Gaële Goastellec, sociologue de l'enseignement supérieur et de ses inégalités d'accès. Entrée libre, sur inscription. Organisé par la FAE.

JEUDI 2 OCTOBRE | 18H | LAUSANNE | MONTBENON
MANIFESTATION UNITAIRE CONTRE LE PROGRAMME D'AUSTÉRITÉ DU CONSEIL D'ETAT

• SAMEDI 4 OCTOBRE | 9H30-15H30 | LAUSANNE
Journée de formation et de mobilisation du SSP-Vaud sur les finances cantonales (Lausanne, lieu à définir).

Retrouvez toutes les infos sur la page de notre site dédiée à la campagne anti-austérité

Signez la pétition "Refusons les coupes budgétaires dans la formation et la recherche"

INFORMATIONS - ADHÉSION

Le SSP- Section Hautes Écoles est le groupe du Syndicat suisse des services publics qui réunit le personnel des Hautes Écoles (HES) du canton de Vaud, de la HEP Lausanne et de l'Unil, ceci sans distinction de statut. Le SSP regroupe dans tout le pays plus de 35 000 salarié-e-s accomplissant des tâches d'intérêt public (enseignement, administration, santé, social,...). Il est membre de l'Union syndicale suisse.

RÉDACTION

Comité SSP-Hautes Écoles.

SYNDICAT DES SERVICES PUBLICS
AVENUE RUCHONNET 45
CASE POSTALE 1324
1001 LAUSANNE
T 021 341 04 10 / F 021 341 04 19
VAUD@SSP-VPOD.CH

Pour plus d'informations sur nos activités, consulter les anciennes lettre d'informations et trouver les prises de position du SSP :
HTTP://VAUD.SSP-VPOD.CH
FACEBOOK : SYNDICAT SSP VAUD